

Italie

Propos recueillis par CLAUDE SOULA

Matteo Renzi est en position difficile pour les élections de 2018. Le Parti démocrate est distancé dans les sondages par le Mouvement 5 Etoiles et la droite de Berlusconi. Invité à Paris par la Fédération française de l'Assurance, il a répondu à nos questions

“Macron a très bien commencé”

Matteo Renzi, avez-vous des conseils à donner à Emmanuel Macron pour lui éviter de subir le même sort que vous ?

Emmanuel n'a pas besoin de moi. Il a remporté un grand défi électoral, qui était aussi un grand enjeu pour la démocratie. Je pensais que cette première tentative n'aboutirait pas et qu'il ne pourrait être élu qu'en 2022. Je me suis trompé ! Il a très bien commencé son mandat en France, et ce qu'il veut faire est encore plus important pour la politique européenne.

Que faut-il faire en Catalogne ? L'Italie est-elle aussi menacée, avec la Vénétie et la Lombardie ?

Le problème de l'Espagne, c'est que ses dirigeants ne font pas assez de politique. Quand j'étais au Conseil européen, ils nous disaient : « *Tout va bien, les indicateurs économiques s'améliorent, le PIB progresse. Il suffit de s'occuper de l'économie, la politique ne sert à rien.* » Rajoy s'est trompé. La politique aussi est nécessaire, mais on le découvre trop tard... Nous n'avions jamais évoqué le problème catalan au niveau européen ! Il y a déjà eu un gros risque avec l'Ecosse, et on ne mesure pas tout ce qui peut se passer ailleurs. Mais, pour l'Italie, ce n'est pas pareil. Je ne vois aucun risque séparatiste. Beaucoup de nos citoyens réclament une organisation différente de l'Etat, se plaignent des impôts et de la bureaucratie. Il faut les écouter.

Vous êtes en position délicate pour les prochaines élections en Italie. Comment l'expliquez-vous ?

Le Parti démocrate, le parti de la gauche, est crédité de 25% à 30% des voix dans les sondages. Ce n'est pas l'idéal, certes, mais c'est mieux que ce qu'ont obtenu les autres partis de gauche en Europe ces derniers mois, que ce soit en France, aux Pays-Bas, en République tchèque, où ils sont tous passés sous la barre des 10%, mais aussi en Allemagne, où ils ont enregistré leur plus mauvais score depuis la fin de la guerre. Pourquoi a-t-on perdu le référendum en 2016 ? Lorsque je

suis devenu Premier ministre, la situation économique était catastrophique. On a beaucoup réformé, on a créé un million d'emplois, mais on a perdu le deuxième défi, celui de la reconstruction institutionnelle. Pour ces élections, j'espère qu'on arrivera au-dessus des 40%, sans avoir à faire de « grande coalition » avec Berlusconi...

Comment combattre Berlusconi justement, alors que vous serez peut-être condamné à vous allier avec lui après ?

Mais je ne veux pas faire d'alliance avec lui, je veux l'éviter à tout prix ! Ce n'est pas bon, les grandes coalitions en politique. On l'a vu en Allemagne. Moi, je souhaite faire une alliance de toute la gauche italienne, en portant les valeurs du travail. On doit à la fois combattre l'austérité en Europe, qui a été une erreur de la classe dirigeante, et tout faire pour réduire les impôts. Je sais que ce dernier combat n'est pas jugé de gauche, mais en Italie la fiscalité est très élevée.

Quelles sont vos chances d'y parvenir ?

Ce ne sera pas facile, mais on peut y arriver ! Il y a trois grandes forces politiques en Italie. Les populistes du Mouvement 5 Etoiles n'ont pas d'idée claire sur l'Europe. Ils passent d'une alliance avec l'artisan du Brexit Nigel Farage à une autre avec les libéraux fédéralistes de Guy Verhofstadt, c'est dire... A droite, ce n'est pas plus clair : Matteo Salvini, le candidat de Berlusconi, est un proche de Marine Le Pen et de l'internationale du populisme. Nous formons le troisième pôle, et je pense qu'il y a dans mon pays une majorité silencieuse qui estime qu'il vaut mieux parier sur la solidité. Notre slogan pour les élections devrait s'inspirer de celui de Mitterrand en 1981 : « La force tranquille. » C'est le futur de l'Italie et de la gauche en Italie.

Vous êtes toujours de gauche, alors ?

Je crois dans les idéaux de la gauche, même si je ne suis pas de la gauche traditionnelle et que je ne viens pas du PC. J'ai été inspiré par Kennedy, Clinton et Obama, ou encore par les idéaux de Mitterrand, de Willy Brandt, mais aussi ceux de Tony Blair et de la nouvelle gauche. Etre de gauche aujourd'hui, ce n'est pas faire de l'idéologie, mais résoudre les problèmes des citoyens. Donner la primauté à la politique et pas à la technocratie. ■

Intervista a Matteo Renzi - "Macron ha iniziato molto bene"